



FONDS DU BIEN COMMUN

FONDS DE DOTATION

SIEGE SOCIAL

6 rue Saint Joseph

75002 PARIS

RCS LYON 894 156 652

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS DE
L'EXERCICE CLOS LE 30 AVRIL 2025**



3, chemin de l'Orée du Bois
69570 DARDILLY

Téléphone : 33(0)4-78-47-50-50

Télécopie : 33(0)4-78-66-23-03

www.cogera-expertise.fr

A
U
D
I
T

E
X
P
E
R
T
I
S
E
C
O
M
P
T
A
B
L
E

C
O
N
S
E
I
L

FONDS DU BIEN COMMUN

FONDS DE DOTATION

SIEGE SOCIAL
6 rue Saint Joseph
75002 PARIS

RCS LYON 894 156 652

Ce rapport comporte 21 pages

SAS au capital de 83 200 €
390 036 911 RCS LYON
CODE NAF 6920Z



 commissaire
aux comptes

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR
LES COMPTES ANNUELS DE L'EXERCICE CLOS
LE 30 AVRIL 2025**

Rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels

Aux administrateurs,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre conseil d'administration, nous avons effectué l'audit des comptes annuels du fonds de dotation FONDS DU BIEN COMMUN relatifs à l'exercice clos le 30 avril 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine du fonds de dotation à la fin de cet exercice.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la note Engagement reçu de l'annexe concernant les prêts octroyés par les sociétés BAD21 et OTIUM FINANCING, sociétés holdings et affiliées du Fondateur.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} mai 2024 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification du rapport d'activité et des autres documents adressés aux administrateurs

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

A l'exception de l'incidence des faits exposés dans la première partie de ce rapport, nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents adressés aux administrateurs appelés à statuer sur les comptes.

Responsabilités des dirigeants relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité du fonds de dotation à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider le fonds de dotation ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre fonds de dotation.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité du fonds de dotation à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Dardilly,
Le 21 octobre 2025
Le Commissaire Aux Comptes
COGERA EXPERTISE
Nicolas de GARILHE



BILAN ACTIF- PASSIF

COMPTE DE RESULTAT

ANNEXE

Bilan actif

Postes	Brut 2024- 2025	Amort. & dépréc.	Net 2024- 2025	Net 2023- 2024
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, droits et valeurs similaires				
Autres immobilisations incorporelles				
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériels et outillages industriels				
Autres immobilisations corporelles	60 500	34 855	25 645	37 745
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES				
Participations et créances rattachées				
Autres titres immobilisés				
Prêts	396 432	346 432	50 000	74 000
Autres immobilisations financières	131 556		131 556	126 996
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (II)	588 488	381 287	207 201	238 741
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières et autres approvisionnements				
En-cours (biens et services)				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes sur commandes				
CRÉANCES				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	45 433		45 433	271 853
Créances reçues par legs ou donations				
Autres créances	12 809		12 809	3 771
VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT				
Actions propres				
Autres titres et instruments de trésorerie				
DISPONIBILITÉS ET CHARGES				
Disponibilités	219 174		219 174	42 537
Charges constatées d'avance	5 011		5 011	75 066
TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)	282 427		282 427	393 228
FRAIS D'ÉMISSION DES EMPRUNTS (III)				
PRIMES DE REMBOURSEMENT DES OBLIGATIONS (IV)				
ÉCARTS DE CONVERSION - ACTIF (V)				
TOTAL ACTIF (I + II + III + IV + V)	870 915	381 287	489 628	631 970

Bilan passif

Postes	Net 2024- 2025	Net 2023- 2024
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droits de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires		
RÉSERVES		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projets de l'entité		
Autres réserves		
Report à nouveau	-21 470 075	-7 967 526
Résultat de l'exercice	-8 490 340	-13 502 549
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
TOTAL FONDS PROPRES (I)	-29 960 415	-21 470 075
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		
TOTAL FONDS REPORTÉS OU DÉDIÉS (II)		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
TOTAL PROVISIONS (III)		
Emprunts obligataires convertibles		170 121
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses	29 692 195	21 546 074
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	704 817	315 978
Dettes issues de legs		
Dettes fiscales et sociales	48 582	66 304
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	4 450	4 450
Produits constatés d'avance		
TOTAL DETTES (IV)	30 450 043	22 102 927
ÉCARTS DE CONVERSION - PASSIF (V)		
TOTAL PASSIF (I + II + III + IV + V)	489 628	632 852

Compte de résultat

Postes	2024-2025	2023-2024
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	0	
Ventes de biens		
Dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de services		
Dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation		
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénat		
Legs, donations et assurance-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges		215 685
Utilisations des fonds dédiés		
Autres produits	27 984	7 881
TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION (I)	27 984	223 566
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		
Variation de stocks		
Autres achats et charges externes	1 004 843	1 900 642
Aides financières	7 492 337	7 609 614
Impôts, taxes, et versements assimilés	3 017	211 455
Salaires et traitements		1 909 207
Charges sociales	3 046	649 819
Dotations aux amortissements et aux provisions	12 100	26 091
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations		
Sur actif circulant : dotations aux provisions		
Pour risques et charges : dotations aux provisions		
Reports des fonds dédiés		
Autres charges	5 216	1 661
TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION (II)	8 520 560	12 308 489
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	- 8 492 576	- 12 084 923
PRODUITS FINANCIERS		
De participations		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	368	6 860
Autres intérêts et produits assimilés	4 560	
Reprises sur dépréciations, provisions et transferts de charges		
Différences positives de change		1 835
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie		
TOTAL PRODUITS FINANCIERS (III)	4 928	8 695
CHARGES FINANCIÈRES		
Dotations aux amortissements et aux provisions		346 432

Postes	2024-2025	2023-2024
Intérêts et charges assimilées		1 076 494
Différences négatives de change	681	1 749
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL CHARGES FINANCIÈRES (IV)	681	1 424 674
RÉSULTAT FINANCIER (III - IV)	4 246	-1 415 980
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔT (I - II + III - IV)	-8 488 329	-13 500 903
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital		442 861
Reprises sur dépréciations, provisions et transferts de charges		
TOTAL PRODUITS EXCEPTIONNELS (V)		442 861
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital		442 861
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
TOTAL CHARGES EXCEPTIONNELLES (VI)		442 861
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)		
PARTICIPATION DES SALARIÉS AUX RÉSULTATS (VII)		
IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES (VIII)	2 011	1 646
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)	32 912	675 122
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)	8 523 252	14 177 671
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
TOTAL CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
TOTAL CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
RÉSULTAT DE L'EXERCICE	-8 490 340	-13 502 549

Préambule

Introduction

Introduction à l'annexe

L'exercice fiscal clos le **30/04/2025** a une durée de **12** mois.

L'exercice précédent avait une durée de **12** mois recouvrant la période du **01/05/2023** à **30/04/2024**.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de **489 628,32 €**.

Le résultat net comptable est **une perte** de **-8 490 340,45 €**.

Les notes et tableaux communiqués ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Événements significatifs

Événements post-clôture

Sans impact :

Il n'y a pas eu d'événements significatifs postérieurs à la date de clôture.

Principes et méthodes comptables

Règlement comptable

Description de l'entité

INFORMATIONS GENERALES

1. Objet social du fonds de dotation

Le fonds de dotation a pour objet de soutenir toute œuvre d'intérêt général à caractère éducatif, culturel, social et dans le domaine de la protection de l'environnement naturel, en France et en Europe, visant à favoriser :

- la transmission des savoirs, notamment par la formation des maîtres et professeurs, la développement d'écoles nouvelles ou adaptées à des publics ou territoires particuliers, le développement de centres de recherche et d'établissements d'enseignement supérieur, le développement de relais divers de transmission ;
- la préservation, la valorisation et le développement de la culture française et européenne à partir de sites culturels ; la mise en œuvre d'initiatives culturelles diverses (spectacles, concerts, publications, édition, etc...) ;
- la sauvegarde de la biodiversité par la préservation de sites et parcs naturels et par l'observation et à la protection des écosystèmes locaux et des espèces animales ;
- l'aide aux plus fragiles, la protection de leur cadre de vie et la défense des libertés publiques.

2. Moyens mis en œuvre

Afin de développer son objet social, le fonds pourra notamment ;

- lancer des appels à projet ;
- soutenir et développer tout partenariat avec des organismes d'intérêt général portant des initiatives se situant dans le prolongement de son objet ou poursuivant des buts similaires aux siens ;
- collecter des fonds en rapport avec l'objet du fonds par voie de don manuel, donation ou legs à l'effet de permettre le fonctionnement du fonds de son développement ;
- mettre en place toute communication (revue, site Internet, ouvrages, etc...) visant à promouvoir les organismes et actions qu'il soutient et, plus généralement, son objet ;
- prendre à bail, louer, acheter les biens ou droits immobiliers nécessaires à ses activités ou aux activités des organismes d'intérêt général soutenus ;
- gérer son patrimoine, en ce compris les valeurs mobilières de placement et les actions ou parts sociales qu'il peut détenir, dans le respect des limites applicables aux fonds de dotation et de l'intention des donateurs, le cas échéant.

Mention du règlement comptable

Les comptes annuels ont été établis en conformité avec :

- Le règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2014-03 du 05 juin 2014, modifié par le règlement ANC N°2022-06 du 04 novembre 2022.
- Les articles L123-12 à L123-28 du Code de commerce.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses suivantes :

- Continuité de l'exploitation ;
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- Indépendance des exercices.

Liste des méthodes

Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlement obtenus, en vue de leurs utilisations envisagées.

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, constitué de :

- leur prix d'achat (y compris droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux, escomptes de règlement),
- des coûts directement attribuables et engagés pour mettre ces actifs en état de fonctionner selon leurs utilisations envisagées,
- le cas échéant de l'estimation initiale des coûts de démantèlement, d'enlèvement et de restauration du site sur lequel elles sont situées. Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût de production.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les décisions suivantes ont été prises au niveau de la présentation des comptes annuels :

- immobilisations décomposables : l'entreprise n'a pas été en mesure de définir les immobilisations décomposables ou la décomposition de celles-ci ne présente pas d'impact significatif,
- immobilisations non décomposables : bénéficiant des mesures de tolérance, l'entreprise a opté pour le maintien des durées d'usage pour l'amortissement des biens non décomposés.

Type d'immobilisation	Durée d'amortissement
Bâtiments, installations et agencements	
Bâtiments commerciaux	20 à 50 ans
Bureaux	25 ans
Agencements	10 ans
Mobilier	10 ans
Travaux	5 à 10 ans
Matériel et outillage	
Matériel	6,5 à 10 ans
Outillage	5 à 10 ans
Autres immobilisations corporelles	
Matériel de transport	5 ans
Matériel informatique	3 à 5 ans
Immobilisations incorporelles	
Logiciels	1 à 3 ans
Brevets	
Autres	

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif et en fonction de la durée de vie prévue

Immobilisations financières et valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat, hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

- Utilisation de la méthode d'évaluation par équivalence ;
- Information sur l'identification et le suivi, à chaque clôture, des titres de participation définis à l'article 39-1-5° du CGI pour lesquels la société a modifié l'option de comptabilisation des frais liés à l'acquisition.
- Utilisation de la dérogation pour l'évaluation des titres en cas de baisse anormale et momentanée.

Créances et dettes

Les créances et dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale. Les créances sont, le cas échéant, dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles sont susceptibles de donner lieu. Les provisions pour dépréciations éventuelles sont déterminées par comparaison entre la valeur d'acquisition et la valeur probable de réalisation.

Les créances et dettes en devises sont converties en euros sur la base du cours de change à la date de la facture.

Disponibilités

Les liquidités disponibles en caisse ou en banque sont enregistrées à leur valeur nominale.

Cas des disponibilités en devise :

Les liquidités disponibles en devises sont converties en euros sur la base du dernier cours de change précédent la clôture de l'exercice.

Les écarts de conversion sont directement comptabilisés dans le résultat de l'exercice en perte ou en gain de change.

Changements de méthodes

Changement de réglementation comptable

Les méthodes d'évaluation retenues et la présentation des comptes annuels n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

Postes du bilan et du compte de résultat

Informations relatives à l'actif

Mouvements des postes d'immobilisations

Rubriques	Valeur brute à l'ouverture de l'exercice (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)	Valeur brute à la clôture de l'exercice (D)
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement et de développement				
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outilla...				
Autres immobilisations corporelles	60 500			60 500
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations financières				
Participations				
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts	420 432			396 432
Autres immobilisations financières	126 996			131 556

(A) Solde des comptes au dernier jour de l'exercice précédent
(B) Valeurs inscrites au débit des comptes d'immobilisations sur l'exercice
(C) Valeurs inscrites au crédit des comptes d'immobilisations sur l'exercice
(D) Solde des comptes à la date de clôture de l'exercice

Amortissements et dépréciations

Rubriques	Valeur brute à l'ouverture de l'exercice (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)	Valeur brute à la clôture de l'exercice (D)
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement et de développement				
Fonds commercial				
Autres				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outilla...				
Autres	22 755	12 100		34 855
Immobilisations financières				
Participations				
Prêts	346 432			346 432
Autres				

(A) Solde des comptes au dernier jour de l'exercice précédent

(B) Valeurs inscrites au crédit des comptes d'immobilisations sur l'exercice

(C) Valeurs inscrites au débit des comptes d'immobilisations sur l'exercice

(D) Solde des comptes à la date de clôture de l'exercice

Actifs incorporels, corporels et financiers inaliénables

État des échéances à la clôture de l'exercice

Rubriques	Montant Brut	1 an au plus	1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Créances rattachées à des participations				
Prêts	396 432	396 432		
Autres immo. financières	131 556	131 556		
Clients douteux				
Autres créances clients	45 433	45 433		
Personnel et comptes rattachés				
Sécurité sociale et autres org. sociaux				
États et autres collectivités publiques				
Impôts sur les bénéfices				
TVA				
Autres impôts				
Divers				
Groupes et associés				
Débiteurs divers	12 809	12 809		
Charges constatées d'avance	5 011	5 011		
TOTAL	591 241	591 241		
Prêts accordés en cours d'exercice	419 000			
Rembours. obtenus en cours d'exercice	24 000			
Prêts et avances consentis aux associés	345 000			

État des charges constatées d’avance

Charges constatées d’avance	Montant	Commentaire
Charges constatées d’avance	5 011	
TOTAL	5 011	

Informations relatives au passif

Variation des fonds propres

Rubriques	À l'ouverture de l'exercice	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	À la clôture de l'exercice
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves					
Report à nouveau					
Excédent ou déficit de l'exercice					
Situation nette					
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
TOTAL					

Précisions sur les dettes

Rubriques	Montant Brut	1 an au plus	1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes aux établissements de ...				
Emprunts et dettes financières divers	29 485 003	29 485 003		
Fournisseurs et comptes rattachés	704 817	704 817		
Personnel et comptes rattachés				
Sécurité Sociale et autres org. sociaux				
États et autres collectivités publiques				
Impôts sur les bénéfices	2 011	2 011		
TVA	46 571	46 571		
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés				
Dettes sur immobilisations et comptes ratt...				
Groupe et associés	207 192	207 192		
Autres dettes	4 450	4 450		
Produits constatés d'avance				
TOTAL	30 450 043	30 450 043		
Emprunts souscrits en cours d'exercice	7 976 000			
Emprunts remboursés en cours d'exercice				
Montant des emprunts et dettes contracté...	207 192			

Informations relatives au compte de résultat

Ventilation du chiffre d'affaires

Rubriques	France	Étranger	Total
TOTAL			

État des charges à payer et des produits à recevoir

Charges à payer	Montant	Commentaire
Intérêts courus	1 269 003	
Fournisseurs - Factures non parvenues	561 250	
TOTAL	1 830 253	

Produits à recevoir	Montant	Commentaire
Autres créances immobilisées - Intérêts courus	1 432	
Clients - Factures à établir		
TOTAL	1 432	

Honoraires des commissaires aux comptes

Le montant total des honoraires des commissaires aux comptes figurant au compte de résultat de l'exercice est de 13.344 euros, décomposés de la manière suivante :

- honoraires facturés au titre du contrôle légal des comptes : **13.344** euros,
- honoraires facturés au titre des conseils et prestations de services entrant dans les diligences directement liées à la mission de contrôle légal des comptes, telles qu'elles sont définies par les normes d'exercice professionnel mentionnées au II de l'article L. 822-11 : 0 euros.

Contributions volontaires en nature

Les contributions volontaires en nature dont bénéficie le fonds de dotation ne sont pas significatives.

Aides financières octroyées

Le détail des aides financières octroyées au cours de l'exercice est fourni dans le rapport d'activité.

Etat séparé des avantages et des ressources provenant de l'étranger (état synthétique)

Etat du contributeur	Montant total des avantages et ressources
Belgique	28 216 000

Analyse du chiffre d'affaires et des ressources

Les ressources du fonds de dotation sur l'exercice ont été les suivantes :

- 4 927 € de revenu financier sur prêt.
- 28 983 € de produits divers de gestion,

Fiscalité

Ventilation de l'IS

	Resultat comptable	Impot sur les sociétés
Résultat courant	8 378	2 011

Opérations et engagements hors bilan

Engagement reçu

Le fonds de dotation recevra une caution solidaire de Pierre-Edouard Sterin garantissant le prêt obtenu de BAD 21 et d'Otium financing afin d'assurer la poursuite de l'activité du fonds.

Engagement donné

Une refacturation des frais de personnels sera effectuée entre ODYSSEE IMPACT France et le FONDS DU BIEN COMMUN concernant les prestations faite de l'une vers l'autre.

Engagements pris en matière de pensions, retraite et engagements assimilés

Les engagements des indemnités pour départ à la retraite ne représentent pas un montant significatif et n'ont pas été valorisés dans les comptes et dans l'annexe.

Informations complémentaires

Convention d'abandon d'intérêts entre notre entité et BAD 21

Le 30 avril 2025, il a été décidé par la société BAD 21 l'abandon des intérêts du prêt au titre de l'exercice 2024/2025 à hauteur de 1.015.101,45 euros.

Convention d'abandon d'intérêts entre notre entité et Otium Financing

Le 30 avril 2025, il a été décidé par la société BAD 21 l'abandon des intérêts du prêt au titre de l'exercice 2024/2025 à hauteur de 921.747,84 euros.